

*L'ajournement*

devait communiquer avec moi aujourd'hui ne l'a pas fait, mais je suis persuadé que j'aurai de ses nouvelles d'ici à la fin de la semaine. Ce processus se poursuit. En outre, M. Darcy McKeough, ancien trésorier de l'Ontario a été nommé conseiller chargé de la liaison avec le secteur privé afin d'assurer les communications entre moi-même à titre de président du groupe d'étude et le comité consultatif du secteur privé.

Je crois que tous les députés se joindront à moi pour exprimer leur gratitude et leurs félicitations à ceux qui ont été nommés membres de cet important comité consultatif du secteur privé pour effectuer ce travail très important moyennant une rétribution symbolique. La participation très positive et productive du secteur privé à l'étude des programmes ne coûtera rien aux contribuables.

Dans le secteur public, nos initiatives comprennent la nomination de M. Peter Meyboom au poste de conseiller de la Fonction publique chargé de coordonner les études nécessaires à l'étape de l'évaluation. Comme je l'annonçais le 19 novembre, l'inventaire est maintenant terminé. Nous avons répertorié 989 programmes prévoyant des prestations directes ou indirectes pour les particuliers, les entreprises ou les organismes ou pour les trois à la fois. Ces prestations s'élèvent à 92 milliards de dollars en tout. Un nombre global de 126 ministères et agences sont chargés d'appliquer ces programmes comportant 173,000 années-personne.

J'invite le député et tous ses collègues à collaborer avec nous en vue de rationaliser et rendre plus efficace la prestation de ces programmes au grand public et en outre, d'examiner les programmes internes afin d'accroître l'efficacité du gouvernement.

● (1810)

L'ENVIRONNEMENT—LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE—  
L'ANNULATION DE L'ÉTUDE DES ŒUFS DE GOËLAND ARGENTÉ.  
B) L'OPINION DE LA MINISTRE

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, je prends la parole à propos d'une question que j'ai posée au ministre de l'Environnement (M<sup>me</sup> Blais-Grenier) concernant les compressions pratiquées dans son ministère. Je voudrais lui faire part de mes préoccupations en abordant cette question en trois volets.

Nous sommes saisis actuellement d'une série de compressions entreprises par le gouvernement, un train de mesures qui désespèrent tous ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'environnement. Nous constatons que, au lieu de progresser, notre société s'éloigne des sains principes d'économie et de gestion de nos ressources, du patrimoine planétaire. J'entendais, par les trois volets en question, les coupes sombres pratiquées dans le programme de recherches du Service canadien de la faune, celles du Conseil national de recherches à propos du travail effectué par le secrétariat de l'environnement et la compression des subventions prévues pour la recherche et le développement de sources d'énergie de remplacement.

Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord parler des compressions qui ont le plus retenu l'attention, celles pratiquées au Service canadien de la Faune. Il y a les projets de recherche toxicologique sur la faune, notamment ceux visant à cerner les cas de déversement de substances toxiques dans les Grands lacs et à en étudier les effets sur les mouettes et autres

oiseaux se nourrissant de poisson. C'est un programme d'enver-gure qui fait partie de la participation canadienne à l'accord sur la qualité de l'eau des Grands lacs. Passons maintenant au programme de surveillance des effets des insecticide forestiers sur les oiseaux au Nouveau-Brunswick, à un autre programme analogue concernant les conséquences des rodenticides et des insecticides sur les oiseaux en Alberta et à des projets semblables comme l'étude des effets de certaines substances toxiques sur la population des oiseaux des Grands lacs et des contaminants sur la population d'oiseaux du delta du Fraser, en Colombie-Britannique. Sont aussi supprimés les projets destinés à protéger les espèces en voie d'extinction, comme ceux visant notamment à réintroduire le faucon pèlerin dans l'est du Canada, en Nouvelle-Écosse plus précisément, le pluvier siffleur dans les Maritimes et le gravelot siffleur à Terre-Neuve. Viennent ensuite les compressions pratiquées dans les services vétérinaires et pathologiques et les services et programmes bioélectroniques qui s'occupent de conservation de la faune à l'échelle internationale comme le programme concernant le caribou de Porcupine dont j'ai déjà parlé à la Chambre. Ces compressions touchent à des accords interprovinciaux et territoriaux comme la participation de la Société canadienne de la faune au conseil de gestion du caribou de Beverly-Kamiuriak. Et je passe sous silence celles pratiquées ailleurs, au gouvernement fédéral, dans les forêts, les parcs nationaux et autres services des terres fédérales. Je n'oublie pas non plus les réductions draconiennes décrétées dans les services d'interprétation de la faune. Et puis, monsieur le Président, il y a les compressions budgétaires touchant, je le répète, le secrétariat de l'environnement au CNR auquel on doit entre 80 et 90 rapports sur des sujets comme les pluies acides, les herbicides, les insecticides, les fluorures, les polychlorobiphényles, le mercure, le plomb et la pollution par le bruit depuis 15 ans. Il s'agit là d'une source impartiale d'information scientifique sur laquelle les gouvernements ont pu fonder leurs décisions. Il est malheureux que le gouvernement impose des restrictions dans ce genre de recherche.

Mon troisième sujet d'inquiétude, monsieur le Président, et je l'ai soulevé à la Chambre auprès de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>me</sup> Carney), a trait aux compressions budgétaires touchant la recherche et le développement en matière d'énergie de remplacement. Le gouvernement affiche par contre une attitude absolument dénuée de tout sens critique quand il s'agit de poursuivre l'option en faveur de l'énergie nucléaire au Canada.

À la suite des récentes réductions budgétaires imposées par le gouvernement, les travaux de recherche et de développement consacrés à la conservation de l'énergie et à l'exploitation des sources d'énergie de remplacement ont été entièrement supprimés. Cela contraste violemment avec les tendances observées ailleurs dans le monde, car l'État appuie la recherche et le développement dans ce domaine aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest et au Japon. Les conservateurs ne reconnaissent pas cette tendance. Rien qu'aux États-Unis, le gouvernement dépensera directement 174.5 millions de dollars à cette fin, et encore bien des millions en commandites de recherche et de développement. Au lieu de cela, le gouvernement actuel impose des restrictions budgétaires à l'activité du CNR dans la recherche active en matière d'énergie solaire. Le CNR a servi de